



# La Disette

Le journal de la section  
DISI RHONE-ALPES EST-BOURGOGNE



N° 44

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Décembre  
2018

## Dans un an, on recommence

**D**ès les chiffres sortis du chapeau, il était évident pour nous qu'une période de questionnement et de réflexion serait nécessaire. Comment faire prendre conscience aux agents des Finances que la CGT est en capacité de les représenter avec responsabilité dans les réunions avec l'administration et se trouve toujours à leur côté dans le grand virage destructeur des services publics, vers la «start-up nation» ?

C'est un exercice très difficile car les élus et les militants de la section CGT Finances Publiques de la DISI Rhône Alpes Est Bourgogne pensent avoir effectué un mandat de qualité. Dans les CAPL, ils ont défendu au mieux les agents dans leur affectation et dans leur notation.

Au sein du CTL, les élus CGT ont tenté sans relâche de contrer tous les effets néfastes de la libéralisation à outrance des services publics qui se traduisent par la perte d'implantations, de missions et d'emplois, même si c'est un peu moins visible dans la sphère informatique.

Au CHS-CT, les représentants des personnels CGT ont œuvré pour améliorer autant que faire se peut les conditions de travail. Tous les dossiers n'ont pas connu la fin espérée, loin de là. C'est le jeu, nous ne le savons que trop. Les actions permettant des avancées le sont au prix de luttes homériques, souvent avec les autres syndicats. Et nous les remercions sincèrement. Au final, les bénéficiaires en sont toujours les agents et uniquement les agents.

Mais, pour peser dans ces instances, il faut pouvoir sentir le poids des personnels. On nommera cela comme on veut, mais à la CGT, on l'appelle «rapport de force» : sans lui et sans la proximité des personnels, aucun espoir de faire aboutir le moindre dossier. Les élus ont souvent manqué de ce soutien, quand bien même le bruissement de la contestation et de la colère se faisait entendre dans les différents ESI. Peut-être devrions-nous plus informer encore.

Nous savons aussi que ce soutien ne va pas de soi, même dans l'adversité et la remise en cause accélérée des droits des agents. Il faut s'en montrer digne et défendre les revendications, celles des agents, et non celles du syndicat, avec habileté et pugnacité. Pourtant nous faisons tout à la CGT Finances Publiques pour faire évoluer l'image de notre syndicat en utilisant des moyens de communication modernes et adaptés à l'étendue d'une DISI, tout en tâchant de rester en prise avec les réalités des services de la DISI Rhône Alpes Est Bourgogne.

Nous resterons présents et virulents contre la casse des acquis sociaux. Impossible pour nous d'abandonner la contestation afin d'apparaître « réformiste », « ouvert », ou pour pratiquer un syndicalisme « raisonnable » : ce serait trahir le mouvement ouvrier initié par les canuts car plus rien n'est raisonnable dans ce monde et surtout pas les profits colossaux qu'entasse la finance sur le dos des salariés et des précaires. Le tout avec l'aval du gouvernement français.

Cette introspection est difficile, car nous avons été de tous les combats et tous nous concernent, même s'ils dépassent notre petit statut d'agent des finances publiques : la Loi El Kohmri nous impacte plus qu'on ne croit, la réforme de la SNCF est juste stratégique pour nous sans parler des différentes réformes sur les retraites, certains choix de société comme la suppression des services publics et le basculement vers l'assurance pour la santé et le chômage...

Notre société avance à notre détriment mais sûrement plus encore pour des millions de gens qui ne sont pas des agents de la fonction publique. Et pourtant, nous nous devons d'être solidaires et nous entre-aider. Car c'est le monde de demain, celui de nos enfants, qui se dessine aujourd'hui : il expose clairement les petites gens à la merci des puissants. Notre responsabilité vis-à-vis d'eux est grandement engagée...

On va y réfléchir sérieusement, car notre détermination est entière. Vive la CGT. Vivent les collègues.

**Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques**

✉ [cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgifp.finances.gouv.fr](mailto:cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgifp.finances.gouv.fr)

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/> Twitter : @CGTdisiRaeb

## Le piège

Les élections professionnelles sont derrière nous, mais pour peu de temps : avec la fusion de certaines DISI le 1<sup>er</sup> septembre 2019, dont la nôtre avec une grande partie de la DISI des Pays du Centre, la procédure se renouvellera fin 2019 afin de tenir compte du nouveau paysage et l'augmentation de plus de 20 % du nombre d'inscrits dans la nouvelle DISI Rhône Alpes Auvergne Bourgogne.

Nous allons donc mettre à profit ce nouveau délai pour analyser ce que la machine à voter a recraché comme chiffres. A vrai dire, il est difficile de parler de scrutin et de résultat de vote. Le temps électoral tel qu'on le vivait, avec l'urne, l'isoloir, le choix d'un bulletin, puis le dépouillement avec la solennité, la maîtrise et le contrôle qui entourait le processus, est mort.

Fini le contrôle direct des agents qui sont réduits à devoir faire confiance à une machine et surtout à l'administration, dont on ne connaît que trop la capacité à ne rien respecter, et surtout pas sa parole et les engagements pris. Les exemples à la DISI RAEB et ailleurs, malheureusement, ne manquent pas.

Il nous serait facile de contester les chiffres publiés, et d'exiger de la direction qu'elle prouve les résultats... tout en sachant pertinemment que c'est techniquement impossible. Un système qui rend impossible la recherche et la mise en évidence d'un quelconque dysfonctionnement ou, pire encore, d'une fraude en bonne et due forme, entache le scrutin de manière irrémédiable : si les chiffres ont été retouchés, quelle qu'en soit à l'origine, personne ne le saura. Très pratique pour influencer sans trace sur le résultat.

Pour la CGT Finances Publiques, le vote électronique ne peut pas être un succès, comme clamé dans l'intranet Ulysse. C'est juste une catastrophe démocratique, un piège absolu : sous le couvert d'une modernité inéluctable, on formate sans bruit les esprits vers un nouveau paradigme (modèle ou exemple) qu'est la démocratie de la confiance, à la mode «Canada Dry». De loin, ça en a le goût mais, dans les faits, on s'en éloigne de plus en plus...

**Nous nous demandons juste pourquoi, dans nos fonctions quotidiennes respectives au service de l'Etat, notre employeur ne nous accorde pas cette confiance qu'il nous réclame. Le contrôle interne a connu une croissance exponentielle, au point de consommer des ressources hors de proportion qui seraient bien utiles ailleurs en ces temps de suppressions massives d'emplois. Et on ne parle même pas du contrôle déontologique sur nos situations fiscales...**

Dans l'immédiat, la conséquence de cette impossibilité de contrôle est la qualité de la légitimité des élus et la difficulté à remplir leur mandat sans être assurés de la réalité des suffrages. Avec des membres «mal-élus», les instances dites de «concertation» (CAPL, CTL et CHS) sont fragilisées dans une période déjà bien trouble. Elles n'en n'avaient pas besoin.

Mais quelque chose nous dit que tout cela n'est pas tout à fait le fruit du hasard...

## Élections professionnelles 2018 : les élus CGT

La CGT Finances Publiques de la DIS Rhône Alpes est Bourgogne reste le second syndicat de la Direction.

Le mode de calcul du nombre d'élus dans le CTL et les CAPL a changé depuis 2014.

Ainsi, en CTL, 6 postes étaient à pourvoir, comme il y a 4 ans. En CAPL, à part pour les cadres A qui gardaient leurs 2 postes, il en allait autrement : 3 postes au lieu de 6 pour la CAPL des cadres B et 2 postes au lieu de 4 pour la CAPL des cadres C.

Vous avez élu les représentants du personnel CGT Finances Publiques suivants :

- CTL : Arnaud BOURDIN (ESI Dijon) titulaire et Michel CELSO (CID Bourg en Bresse) suppléant
- CAPL des cadres A : Damien FOURNIER (ESI Dijon) titulaire et Guillaume POISSON (ESI Dijon) suppléant
- CAPL des cadres B (C1) : Arnaud BOURDIN (ESI Dijon) titulaire et Eddie RASO (ESI Lyon) suppléant
- CAPL des cadres C (AAP1) : Claudine BILLERY (ESI Dijon) titulaire et Christine BUTIN (ESI Lyon) suppl.

Ils continueront à vous défendre avec la même détermination. N'hésitez pas à les contacter.



**Bonnes fêtes de fin d'année  
et merci d'avoir voté CGT**

